

Écoutez les podcasts du « Soir »

Retrouvez le podcast quotidien du Soir pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : Le Soir (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

ITALIE

Pour la droite radicale, un triomphe électoral et des déf

Giorgia Meloni, patronne de Fratelli d'Italia, à deux pas de la présidence du Conseil, affronte « l'ère difficile de la responsabilité ».

SILVIA BENEDETTI
CORRESPONDANTE À MILAN

Malgré les premières projections qui donnaient, pendant la nuit de dimanche à lundi, la droite radicale de Fratelli d'Italia (FdI) triomphante, sa cheffe, Giorgia Meloni, a voulu ébaucher un discours singulièrement sobre et mesuré.

Après avoir déploré le taux d'abstention, exceptionnellement élevé, qui a caractérisé ce scrutin (le taux d'affluence aux urnes a été de presque 64 %, neuf points de moins qu'aux élections de 2018), la leader de FdI a regretté « tous les citoyens qui choisissent encore de ne pas choisir » et a adressé un message fort aux Italiens mais aussi aux partenaires internationaux de la Péninsule.

« Notre parti a subi une campagne électorale moche, violente, agressive. Mais la situation, extrêmement complexe, dans laquelle se trouvent aujourd'hui l'Italie et l'Europe nécessite la collaboration de tous dans un climat de vraie sérénité et de respect des opinions des uns et des autres, ce qui est la base même de tout système démocratique », a-t-elle lancé à une petite foule de militants et de journalistes.

Meloni sait, en effet, que, malgré la victoire historique de sa formation (26,03 % des voix, pour seulement 4,3 % des suffrages exprimés en 2018), la partie la plus difficile de son parcours politique commence bien aujourd'hui. « Nous sommes en train de savourer une nuit d'orgueil et de rédemption, une nuit de larmes, de souvenirs et de rêves. Mais lorsque cette nuit se terminera, il ne faudra jamais oublier que cela ne marque pas la fin d'un parcours mais, au contraire, le début du temps des responsabilités », a-t-elle ajouté.

Si, au vu du résultat exceptionnel obtenu par son parti et du poids électoral de l'alliance de la droite ultraconservatrice – une coalition constituée par FdI, la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia de Silvio Berlusconi, forte, aujourd'hui, de la majorité à la Chambre des députés comme au Sénat –, elle devait

effectivement devenir la première femme à diriger le palais Chigi, elle serait appelée à accomplir une sorte de miracle tout à la fois politique et économique.

Car la législature qui s'ouvre risque de bouleverser les équilibres du paysage institutionnel national alors qu'une nouvelle récession pointe le nez et que Rome doit déjà gérer l'une des dettes publiques les plus lourdes du continent européen (150 % du PIB) ainsi que la mise en place du plan de relance post-covid, avec les quelque 200 milliards d'euros accordés par Bruxelles.

Une tâche particulièrement délicate qui nécessite la cohésion absolue du nouvel exécutif.

Or, l'alliance de la droite radicale présente, après ce vote, un visage très déséquilibré, marqué par l'hégémonie de FdI sur ses deux partenaires. Matteo Salvini n'a, en effet, obtenu que 8,86 % des voix, un résultat presque équivalent à celui de Forza Italia (8,28 %).

Meloni et Salvini partagent la même vision

ultra-traditionaliste de la famille, mais ont une approche divergente sur divers dossiers, de l'immigration à la politique économique

« Nous avons des personnalités et des parcours de vie très différents, mais nous avons choisi d'écrire un destin commun avec un programme politique

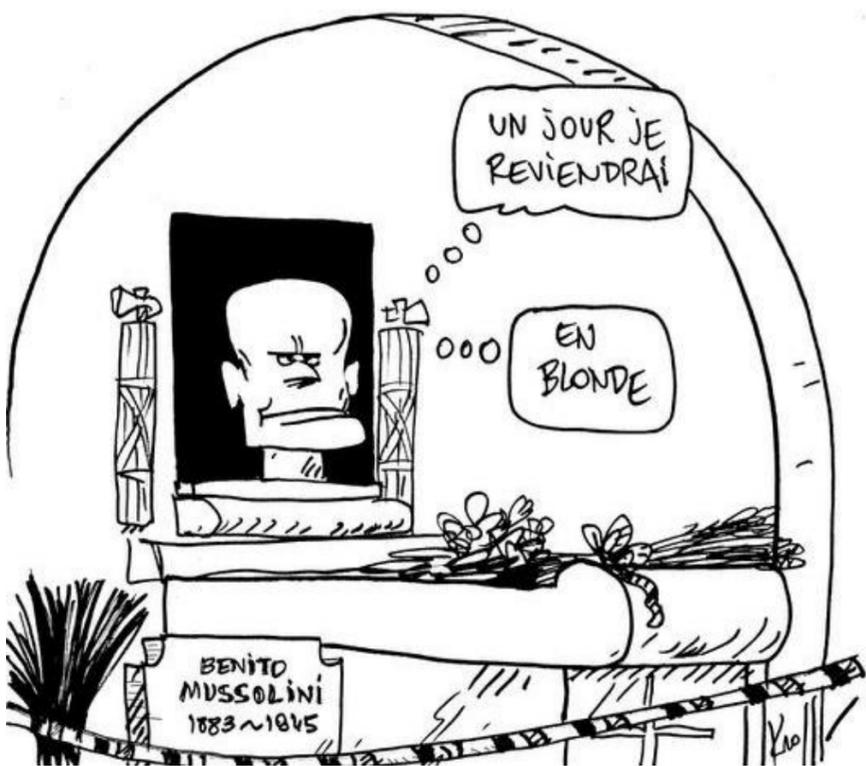
qui est, pour moi, comme la Bible. Sur certaines thématiques, la voix de la Ligue est prédominante, sur d'autres moins », avait expliqué Salvini avant le scrutin. Or, ce dernier, qui rêve d'occuper à nouveau le poste de ministre de l'Intérieur, devra accepter de subir une position de subordination par rapport à sa partenaire de la droite souverainiste.

Les deux politiciens partagent la même vision ultra-traditionaliste de la famille et de la diversité sexuelle et de genre, mais ont une approche divergente sur divers dossiers, allant de l'immigration à la politique économique. Meloni préconise un « blocus naval européen » pour contrer les flux migratoires, Salvini souhaite quant à lui imposer à nouveau ses « décrets sécurité » pour protéger les frontières nationales. Elle, fièrement atlantiste, défend vigoureusement toutes les sanctions adoptées par l'Union européenne contre Moscou ; Salvini les a, à plusieurs reprises, remises en question. FdI s'attache à poursuivre la politique budg-



Ce lundi, toute la presse italienne mettait évidemment en une Giorgia Meloni. Et maintenant ? © AFP

KROLL



UE Varsovie-Budapest-Rome : convergen

VÉRONIQUE LAMQUIN

Mateusz Morawiecki et Viktor Orban ont été parmi les premiers à féliciter Giorgia Meloni. Un empressement qui ne doit rien au hasard : les Premiers ministres polonais et hongrois reconnaissent en la dirigeante de Fratelli d'Italia une alliée potentielle – elle doit encore former un gouvernement – à la table des Vingt-Sept. De quoi tracer un front Varsovie-Budapest-Rome sur lequel plus d'un dossier européen pourrait buter ? Si le trio affiche ses convergences, leur alignement souffre quelques accrocs, et non des moindres : la Hongrie renâcle dès qu'il s'agit de sanctionner la Russie alors que la Pologne tient une ligne dure contre Vladimir Poutine. La future présidente du Conseil italien se profile, elle, comme résolument atlantiste et soutient les sanctions, contrairement, d'ailleurs, à son partenaire de coalition, Matteo Salvini.

« Avant l'invasion de l'Ukraine, Giorgia Meloni était très proche de la Hongrie, on connaît tous sa relation privilégiée avec Orban. Donc, jusque-là, j'aurais dit, oui, il est clair qu'on aura une alliance forte entre Orban et Meloni », souligne Teresa Coratella, de-

puis le bureau romain du Conseil européen pour les relations internationales. « Mais la guerre a tout changé. Meloni est contre Poutine alors qu'Orban est un des rares leaders qui prône un dialogue. Pour l'instant, ils sont donc très éloignés. » Avec, souligne l'experte au sein du think tank, un grand paradoxe : « Alors qu'elle s'est distancée d'Orban, même s'il reste un élément de référence important pour elle, Meloni s'est rapprochée du PiS polonais avec qui elle partage cette position stricte contre la Russie. » Pour Teresa Coratella, tout l'enjeu sera de voir comment, en s'installant au palais Chigi, la dirigeante de droite radicale gèrera sa relation avec Varsovie et Budapest : « Qui choisira-t-elle de garder comme partenaire privilégié ? »

Le vrai test ce sera le scrutin européen de 2024. Avec un débat entre l'Europe de Macron et celle d'Orban et Meloni

Si la guerre en Ukraine domine l'agenda européen, d'autres dossiers y sont aussi inscrits, qui pourraient tis-